



## **Sommes-nous tous égaux face aux Métropoles et aux nouvelles Régions ?**

*Débats autour des conceptions de la justice dans l'égalité des territoires*

Proposé par

Guillaume Faburel

Université Lyon 2, UMR Triangle, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

et

Renaud Payre

Sciences Po Lyon, UMR Triangle, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

**Mardi 26 mai 2015, Ecole Normale Supérieure de Lyon,**

Amphi Charles Mérieux, Site Monod, 46 Allée d'Italie, Lyon 7<sup>ème</sup>

9h30 – 17h

**Inscription** gratuite mais **obligatoire** auprès de :

Mathilde Girault ([mathilde.girault@universite-lyon.fr](mailto:mathilde.girault@universite-lyon.fr))

Et Pauline Massé ([pauline.masse@sciencespo-lyon.fr](mailto:pauline.masse@sciencespo-lyon.fr))

Dans leur diversité, les territoires ont connu des évolutions considérables ces dernières décennies, sous le joug des mutations économiques, de la métropolisation des modes de vie ou encore des effets de la crise écologique. Discontinuités voire fragmentations spatiales, relégations voire exclusions sociales, inégalités voire injustices territoriales... participent de plus en plus des réalités dont ils ont la charge.

Or, les territoires ne sont pas tous égaux face à de tels mutations et enjeux. Entre espaces métropolitains et lieux de confins, entre grandes villes mondialisées et petits bourgs requalifiés, entre quartiers des politiques de la ville et interstices périurbains... les acteurs territoriaux ne disposent pas des mêmes ressources et moyens.

Les lois de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ont récemment créé les Métropoles, ainsi que redécoupé la carte des Régions. Cette réforme d'envergure pour l'administration des territoires souhaite rationaliser et rendre plus efficace l'action territoriale.

Or, le 3<sup>ème</sup> acte de la décentralisation et le réarmement institutionnel proposé ne sont pas sans poser quelques questions à la notion historique d'égalité des territoires. Cette réorganisation territoriale engagée interpelle plus directement les modèles de justice qui seraient en jeu dans les nouvelles solidarités annoncées face aux discontinuités, relégations et inégalités observées.

Pourtant, la diversité des formes de justice (sociale, spatiale, urbaine, territoriale, environnementale...) ainsi que la pluralité des conceptions de la dite égalité des territoires sont largement demeurées tuées dans les débats préalables à la réforme, autant d'ailleurs que dans les quelques rapports officiels pourtant préparatoires (cf. *Vers l'égalité des territoires. Dynamiques, mesures, politiques*, Laurent coord., 2013).

*- De quelle égalité des territoires parle-t-on à l'échelle nationale lorsque l'Etat crée 14 Métropoles, annoncées comme locomotives territoriales, par une nouvelle loi de décentralisation ? Que revêt cette ambition pour les politiques publiques face à la généralisation des crises affectant aujourd'hui, différemment, une grande majorité des territoires ? Quelles sont, derrière, les conceptions de l'égalité (des droits, des chances, des places...) et formes de justice (distributive, procédurale, sociale...) privilégiées pour par exemple faire advenir 13 nouveaux territoires régionaux comme rationalisation de l'action ?*

*- Et, dès lors, quelle(s) sont les représentation(s) en jeu de ce qui fait à ce jour territoires (productifs de la compétition globalisée, institutionnels de la réorganisation des stratégies d'action, pratiques des milieux de vie) ? Si quelques indicateurs n'ont pas manqué de susciter débat dans la définition de la liste des agglomérations éligibles voire dans le nouveau découpage régional, comment y appréhendent-on les liens entre l'urbain métropolitain (et ses débats autour de la « ville juste ») et le devenir des grands territoires et plus encore de ces nouvelles Régions ? Que revêtent catégories d'analyse et critères d'observation dans la qualification de ce que serait une égalité des territoires, voire de nouvelles formes de justice, territoriale ?*

Cette journée de débats organisée à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon par l'UMR Triangle, en partenariat avec le Conservatoire National des Arts et Métiers et avec le soutien de l'Université Lyon 2, du LabEx Intelligences des Mondes Urbains et de l'UMR Environnement, Ville, Société, réunira, économistes, géographes, historiens, sociologues et politistes :

**Lise Bourdeau-Lepage**, géographe-économiste, Université Lyon 3, UMR Environnement, Ville, Société, LabEx Intelligences des Mondes Urbains.

**Pierre Cornu**, historien, Université Lyon 2, Laboratoire d'Etudes Rurales

**Laurent Davezies**, économiste, CNAM, chaire Economie et développement des territoires

**Renaud Epstein**, sociologue-politiste, Université de Nantes, UMR Droit et Changement Social et Institut des Sciences sociales du Politique (Paris Ouest et ENS Cachan)

**Guillaume Faburel**, géographe, Université Lyon 2, UMR Triangle, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

**Jacques Lévy**, géographe, Directeur du laboratoire Chôros, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

**Michel Lussault**, géographe, Ecole Normale Supérieure de Lyon, UMR Environnement, Ville, Société, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

**Jean-Luc Mayaud**, historien, Président de l'Université Lyon 2, Laboratoire d'Etudes Rurales

**Renaud Payre**, politiste, Directeur de l'UMR Triangle, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

**Jean-Pierre Orfeuil**, économiste, Université Paris Est-Val-de-Marne

**Xavier Timbeau**, économiste, Directeur principal à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques, enseignant à l'Ecole Nationale d'Administration